

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLOUGASNOU

L'an deux mille dix, le 21 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGASNOU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, à 20 heures, sous la présidence de Monsieur Yvon TANGUY, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : **22**

Date de la convocation du Conseil Municipal : 15 septembre 2010 (**affichée le 15 septembre 2010**)

Compte rendu de séance et extraits du registre des délibérations affichés le 27 septembre 2010

Présents : TANGUY Yvon, LE MEUR Jean-Yves, CHARLES Daniel, LE DOARE Martine, CONSTANT André, ORSI Jacques, DANIELOU Anne, ROPARS Dominique, LE CLECH Hervé, COTRIAN Bernard, KERGUTUIL Eliane, TROUSSEL Frédérique, MICHAILLE Françoise, LE GOFF Josiane, LE RUZ Hervé.

Absents : SALAUN Robert, TROMEUR Jean-Marie, CHATARD Céline, DERRIEN Delphine, VALLEE Eric, COLAS Marie-Pierre, LEMOUNAUD Dominique.

Pouvoirs : SALAUN Robert à LE MEUR Jean-Yves, TROMEUR Jean-Marie à LE CLECH Hervé, CHATARD Céline à ROPARS Dominique, LEMOUNAUD Dominique à LE RUZ Hervé.

Secrétaire de séance : MICHAILLE Françoise.

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 15

Pouvoirs : 4

1. Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 29 juillet 2010

Monsieur le Maire est outré des remarques que Monsieur Lemounaud a fait noter sur le compte-rendu du précédent Conseil.

Monsieur le Maire relit le texte de Monsieur Lemounaud présenté lors du conseil du 29 juillet dernier et y répond en lisant le sien :

« En référence au point 1, je voudrais rappeler que le registre de délibérations a pour but de rendre compte du contenu de chaque délibération inscrite à l'ordre du jour du conseil et les échanges y relatif.

Il n'est pas correct qu'un membre du conseil municipal puisse s'autoriser le droit d'imposer une quelconque mouture de délibération surtout lorsque les propos inscrits sont exagérés par rapport à la réalité.

Cet excès de zèle porté par la mauvaise foi de feindre de ne pas comprendre relève d'un désir intensif de polémique.

Les propos inconvenants mis en avant par Monsieur Lemounaud voudraient masquer le sentiment de ne pas vouloir reconnaître son interprétation erronée de la gestion clairement exposée du service d'assainissement de la commune.

Pour rappel également, le contenu des délibérations d'un conseil municipal donné est affiché en Mairie et mis en ligne sur le site internet municipal dès sa rédaction terminée avant même qu'il soit soumis au contrôle de légalité. Je ne vois pas pourquoi il aurait été fait exception du traitement d'une délibération en particulier.

En complément, je confirme mes réponses orales faites à Monsieur Lemounaud lors du Conseil Municipal du 8 juillet 2010 et approuve intégralement la réponse écrite faite par l'Adjoint en charge des Finances à la question orale n°1 du 8 juillet 2010 ».

Monsieur Constant estime que tout cela est choquant car la bonne foi du Conseil Municipal est mise en cause.

Monsieur Le Ruz n'approuve pas la polémique.

Monsieur Cotrian pense que la façon de présenter ce texte est désagréable et que le débat n'a pas lieu d'être car l'analyse était déjà faite.

Les propos ci-dessus tenus étant pris en compte, le compte rendu du Conseil Municipal du 29 juillet est soumis au vote.

Délibération :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré : à l'unanimité,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE le compte rendu du Conseil Municipal du 29 juillet 2010.

Monsieur le Maire demande que trois points soient rajoutés à l'ordre du jour.

Monsieur Le Ruz regrette que ces points n'aient pas été inscrits dans la convocation et souligne que cela ne doit pas se reproduire aussi souvent.

2. Résiliation d'un contrat d'occupation de longue durée de parcelles de terre-pleins à des fins commerciales.

Rapport de présentation (André CONSTANT)

Un contrat d'occupation de longue durée a été signé par le Maire de Plougasnou le 14 septembre 1995, autorisant une concession sur le Domaine Public Maritime d'une surface de terre-pleins de 650 m² sur le port du Diben, au bénéfice des Etablissements Lequertier et Fils. Le contrat ainsi que ses clauses et conditions générales ont été signés par le bénéficiaire le 15 mai 1995 et l'ensemble approuvé par le représentant de l'autorité concédante, le 29 janvier 1996.

Aux termes de ce contrat, il est rappelé que l'occupation de longue durée constitue un droit de jouissance, pour une période déterminée, d'un terre-plein en vue de l'installation d'activités commerciales en rapport avec l'utilisation du port, exclusif du bénéfice des dispositions du décret 53-960 du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale et au fonds de commerce.

La concession de terre-plein est donc expressément liée à l'activité commerciale du concessionnaire, en l'occurrence : « Commerce de poissons, crustacées et coquillages et tous produits de la mer ainsi que leur transformation ».

Par acte du 3 septembre 2009, la société Lequertier et Fils a déclaré renoncer à l'autorisation d'exploitation de cultures marines auprès du service des Affaires Maritimes de Morlaix.

Après affichage de la vacance de concession au titre des cultures marines pendant un mois, Monsieur le Préfet du Finistère a, par arrêté du 27 octobre 2009, supprimé administrativement la concession de cultures marines.

Par ailleurs, la société Lequertier a été radiée du Registre du Commerce et des Sociétés le 28/07/2009.

Aucun contrat d'assurance n'a été produit, comme l'impose le contrat. Or le bâtiment présente un danger réel, compte tenu de son état délabré.

Le bâtiment, comme a pu le constater Maître DEUFF, huissier de Justice saisi à notre demande, suite à plusieurs plaintes d'habitants, est *aujourd'hui à l'état d'abandon le plus total, qu'il ne présente aucun entretien et qu'il se dégrade très fortement.*

Ainsi, Vu les articles 4-2, 4-5, 12 et 13 des clauses et conditions générales du contrat, disposant :

Article 4-2 : le bénéficiaire doit justifier d'une assurance couvrant sa responsabilité au moins pour les risques suivants : dommages causés aux ouvrages du port ; dommages causés aux tiers à l'intérieur du port.

Article 4-5 : le bénéficiaire assure l'entretien en bon état des parcelles de terre-pleins mis à sa disposition et de tous les ouvrages et installations qu'il a réalisés au titre du contrat particulier.

Article 12 : faute par le bénéficiaire de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières du contrat particulier ou des présentes clauses et conditions générales, l'autorisation peut être révoquée par le concessionnaire.

Article 13 : l'autorisation d'occupation peut être révoquée par le concessionnaire,
- au cas où le concessionnaire ne serait plus titulaire des autorisations pouvant être exigées pour exercer l'activité professionnelle qui a motivé l'autorisation,
- au cas de décès du bénéficiaire,
- au cas de dissolution de société si le bénéficiaire est une personne morale de droit privé,
- en cas de cessation de l'exploitation consécutive à une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ouverts à l'encontre du bénéficiaire....,

Vu la délibération du 08 avril 2010 mettant en œuvre une procédure contradictoire en vue de la résiliation du contrat d'occupation de longue durée de parcelles de terre-pleins dont sont bénéficiaires les Etablissements Lequertier,

Vu les observations formulées, par écrit et par oral, lors de la réunion qui s'est tenue en Mairie le 03 juin 2010, par le bénéficiaire,

Considérant qu'il convient de résilier ce contrat afin de pouvoir autoriser une éventuelle reprise de cette concession, il est proposé au Conseil Municipal de révoquer l'autorisation d'occupation consentie aux Etablissements Lequertier.

L'ensemble des pièces du dossier et notamment le constat d'huissier sont tenus à la disposition des conseillers aux jours et heures d'ouverture habituels de la mairie.

Monsieur Le Ruz demande si un restaurant pourrait s'y installer ? Il lui est répondu que rien n'est en cours pour le moment.

Délibération :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré : à l'unanimité,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstentions : 0

REVOQUE l'autorisation d'occupation de terre-pleins constitutifs d'une dépendance du Domaine Public Maritime, donnée aux Etablissements Lequertier pour un terre plein de 650 m² sur le port du Diben.

DIT que la présente délibération fera l'objet d'une transmission au titre du contrôle de légalité et d'un affichage dès sa publication,

DIT que cette délibération sera notifiée à l'intéressé avec mention des voies de recours contre cette décision.

3. Avancements de grades – ratio promus/promouvables

Rapport de Présentation (Jacques ORSI)

La loi du 19 février 2007, impose désormais aux collectivités de déterminer, pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promus. Ce nombre est déterminé par un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.

Ce taux, appelé « ratio promus – promouvables », est fixé par l'assemblée délibérante après avis du Comité Technique Paritaire (CTP). Il peut varier entre 0 et 100 %.

Le tableau suivant a reçu un avis favorable du Comité technique Paritaire le 20 mai 2010.

GRADE D'ORIGINE	GRADE D'AVANCEMENT	RATIO (%)
Adjoint Technique 2 ^e classe	Adjoint technique 1 ^{ère} classe	100 %
Adjoint technique 1 ^{ère} classe	Adjoint technique principal 2 ^e classe	100 %

Délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstentions : 0

ADOpte les ratios ainsi proposés.

4. Modification du tableau des effectifs – Création et Suppression de poste.

Rapport de présentation (Jacques ORSI)

Dans le cadre de la procédure des avancements de grade, le Conseil Municipal vient de fixer les ratios d'avancement de grade pour l'année 2010.

Un adjoint technique de 1^{ère} classe bénéficie d'un avancement au grade d'adjoint technique principal de 2^e classe au titre de l'ancienneté. Il convient maintenant de créer le poste afin de pouvoir le nommer.

Un adjoint technique de 2^e classe ayant réussi l'examen professionnel d'adjoint technique de 1^{ère} classe, pourra être nommé sur le poste d'adjoint technique 1^{ère} classe laissé vacant. Son précédent poste d'adjoint technique 2^e classe sera supprimé à la date de sa nomination.

Le Conseil Municipal est invité à en délibérer et à autoriser ces créations et suppressions de poste.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstentions : 0

AUTORISE au titre de l'avancement de grade la création d'un poste d'adjoint technique principal de 2^e classe.

SUPPRIME un poste d'adjoint technique de 2^e classe

5. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'Eau Potable

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Conformément à l'article L 2224-5 du code général des collectivités territoriales, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'alimentation en eau potable doit être soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le rapport est établi par la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt pour le Syndicat Intercommunal des Eaux de Lanmeur. (pièce jointe)

Il est consultable en Mairie par le public.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur ce rapport.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'alimentation en eau potable 2009.

6. Rapport Annuel 2009 du SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif)

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Conformément à l'article L 2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Morlaix Communauté a adopté par délibération du 05 juillet 2010, le rapport ci-joint sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif pour l'année 2009.

Dans le cadre du transfert de la compétence assainissement non collectif à Morlaix Communauté, ce rapport doit également être présenté au Conseil Municipal.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré : **à l'unanimité**,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif présenté par Morlaix Communauté.

DIT que ce rapport sera mis à disposition du public.

7. Tarifs Communaux – Copie PLU sur CDROM

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Le Plan Local d'Urbanisme approuvé par notre conseil le 29 juillet dernier est exécutoire depuis le 09 août 2010.

Un tarif a été voté pour la copie papier intégrale du dossier de PLU à 150 €.

Afin de satisfaire le nombre important de demandes de copies, il a été proposé de réaliser des copies en format numérique sur CDROM. Il est donc nécessaire de prévoir un tarif pour ce CDROM.

Conformément au décret 2005-1755 du 30 décembre 2005, il est proposé de fixer ce tarif à 2,75 €, les frais d'expédition en sus.

Les copies simples de plans sur format papier seront facturées au prix exact facturé à la mairie, soit 26,00 € le jeu de plans à ce jour, les frais d'expédition en sus.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré : **à l'unanimité**,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0
Abstentions : 0

FIXE à 2,75 € le tarif du CDROM du Plan Local d'Urbanisme, les frais d'expédition en sus, DIT que les copies papier de plans reprographiés seront facturées au prix exact facturé à la mairie par le service de reprographie soit 26,00 € à ce jour, les frais d'expédition en sus.

8. Participation pour Voirie et Réseau (P.V.R Spécifique) – Extension du réseau d'eau potable Chemin des Agapanthes.

Rapport de présentation (Daniel CHARLES)

A l'occasion d'une demande de certificat d'urbanisme, le Syndicat des Eaux a transmis un dossier relatif à la réalisation d'une extension du réseau d'alimentation en eau potable afin de desservir la parcelle cadastrée CK 117 chemin des Agapanthes.

L'estimation des travaux fait apparaître une prévision de dépense de 5 043.09 € HT soit 6 031.53 € TTC.

La PVR ayant été instituée sur l'ensemble du territoire communal par délibération du 04 décembre 2008, il convient de l'appliquer à chacune des parcelles également constructibles situées dans une bande de 80 m à partir de l'extension à réaliser, à savoir les parcelles CK 21, CK 22 et CK 118.

Monsieur Le Ruz s'étonne que la parcelle 21 ne puisse pas se brancher sur la route. Il lui est répondu que cela a été prévu ainsi car les autres parcelles sont urbanisables.

Monsieur Le Ruz est surpris de l'illogisme de la chose.

Délibération

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 332-6-1-2° d), L 332-11-1 et L 332-11-2,

Vu la délibération du 04 décembre 2008, instituant la participation pour voies et réseaux sur le territoire de la commune de Plougasnou,

Considérant que l'implantation de futures constructions dans le secteur du chemin des

Agapanthes justifie l'extension du réseau d'eau potable pour un coût total de 5 043.09 € HT

Considérant que les terrains classés en zone constructible dans un rayon de 80 m : parcelles CK 21, CK 22 CK 117 et CK 118 et donc susceptibles de faire l'objet d'une demande d'autorisation d'urbanisme, bénéficieront de cette extension de réseau d'eau potable,

Il est donc proposé d'appliquer la PVR aux quatre terrains en question, selon les modalités ci-après définies.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré:

Votants : 19

Pour : 18

Contre : 0

Abstentions : 1 (Hervé Le Ruz)

DECIDE

Article 1^{er} : d'engager la réalisation des travaux d'extension de réseau d'eau potable dont le coût total est de 5 043.09 € HT.

Article 2 : de fixer à 5 043.09 € HT le coût des travaux à mettre à la charge des propriétaires fonciers.

Article 3 : d'appliquer la PVR aux propriétés foncières situées dans une bande de 80 mètres mesurée de part et d'autre de la voie.

Article 4 : de fixer le montant de la participation due par m² de terrain desservie à 0,60 € par m², résultat de la division du coût ci-dessus par la superficie des terrains constructibles compris dans la bande de 80 m, soit pour chacune des quatre parcelles :

- 1 627 € pour le propriétaire de la parcelle n°CK 21
- 1 005 € pour le propriétaire de la parcelle n° CK 22
- 931 € pour le propriétaire de la parcelle CK 118
- 1 480 € pour le propriétaire de la parcelle CK 117

Article 5 : que les montants de participation dus par mètre carré de terrain seront actualisés en fonction de l'évolution de l'indice BTP. Cette actualisation s'applique lors de la prescription effectuée lors de la délivrance des autorisations d'occuper le sol ou lors de la signature des conventions visées à l'article L 332-11-2 du code de l'urbanisme.

Article 6 : de donner pouvoir au Maire pour mettre en œuvre l'application de la PVR comme énoncé ci-dessus.

9. Scission du budget des ports du Diben et de Terenez en deux budgets séparés

Rapport de présentation (Jean-Yves LE MEUR)

A ce jour le budget des Ports retrace les opérations financières relatives au Port du Diben et à celui de Terenez.

Le Port du Diben a été transféré à Morlaix Communauté depuis le 1^{er} janvier 2008.

Morlaix Communauté reste en charge des investissements et a confié, dans l'attente de la mise en service du nouveau port de plaisance, la gestion du port actuel à la commune de Plougasnou. Cette gestion prend fin au plus tard au 31 décembre 2012.

Le Port de Terenez demeure de compétence communale.

Dans un souci de clarté et d'affirmation des compétences, il y a lieu de scinder le budget actuel des Ports.

Il vous est donc proposé à compter du 1^{er} janvier 2011 :

1/ de supprimer le budget des Ports (Diben et Terenez)

2/ de créer deux budgets annexes :

- l'un du Port du Diben
- l'autre du Port de Terenez

Ces budgets seront votés séparément en 2011.

3/ de ventiler le bilan figurant au compte de gestion 2010, arrêté au 31 décembre 2010, afin d'affecter l'actif et le passif à chaque Budget en prenant en compte l'actif validé par Morlaix Communauté au 31 décembre 2007.

Monsieur Constant rajoute que cette scission rendra les choses plus simples et plus claires pour les investissements éventuels au Port de Terenez.

Délibération

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstentions : 0

VALIDE le principe de la scission du budget des Ports du Diben et de Terenez en deux budgets séparés, selon les modalités ci-dessus décrites.

10. Résultat de la consultation pour les travaux de viabilisation de la Résidence de POUL BRAOU

Rapport de présentation (Martine LE DOARE)

La commune a lancé, en partenariat avec l'opérateur HLM Le Logis Breton, une opération de construction de 8 logements locatifs sociaux, dans le quartier de Poul Braou.

Aux termes de la convention avec l'opérateur HLM, il est prévu que la commune procède aux travaux de viabilisation du chantier et que le Logis Breton est maître d'ouvrage pour la construction des logements.

La commune a donc lancé en août dernier une consultation des entreprises pour la réalisation de ces travaux.

Après analyse des offres par notre maître d'œuvre, le cabinet AT OUEST, il est proposé de retenir l'entreprise SCREG pour un montant de 43 827.50 € HT avec l'option Voirie.

Délibération :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré : à l'unanimité,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstentions : 0

RETIENT l'entreprise SCREG pour la réalisation des travaux de viabilisation de la Résidence de Poul Braou pour un montant de 43 827.50 HT € avec l'option Voirie,
AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché.

11. Régime Indemnitaire – Mise en œuvre de la Prime de Service et de Rendement (PSR).

Rapport de présentation (Jacques ORSI)

Par délibération du 08 juillet dernier, le Conseil Municipal a fixé le régime indemnitaire pour le cadre d'emploi de contrôleur principal de travaux.

La Prime de Service et de Rendement avait été fixée à 5 % du Traitement Brut Indiciaire.

Or de nouvelles dispositions réglementaires sont venues modifier les conditions d'attribution et les modalités d'application.

Un crédit global est désormais alloué sur la base du taux annuel de base fixé par décret. Ce taux de base peut être doublé. Il est proposé de retenir le montant de base, fixé par le décret du 15 décembre 2009 pour le grade de contrôleur principal de travaux.

La prime sera versée mensuellement et ajustée automatiquement lorsque les montants ou les taux seront revalorisés par un texte réglementaire.

L'attribution se fera par arrêté individuel.

Délibération :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré : à l'unanimité,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstentions : 0

DECIDE d'attribuer la PSR selon les modalités ci-dessus décrites au cadre d'emploi des contrôleurs de travaux.

12. Acquisition d'un bien par voie de préemption.

Rapport de présentation (Yvon TANGUY)

Par délibération du 1^{er} février 1990 le Conseil Municipal a instauré un droit de préemption urbain sur le territoire de la commune.

Le 14 août 2010, le service Urbanisme de la Mairie a reçu une Déclaration d'Intention d'Aliéner, adressée par Maître Berrou Gorioux concernant la parcelle cadastrée CI 7 sise 6 place du Général de Gaulle, propriété de Monsieur Brunetti Sylvain et de Madame Boullet Stéphanie, à usage d'habitation et de commerce d'une superficie totale de 122 m² au prix de 89 000 € pour les murs et 11 000 € pour le fonds de commerce + 8 000 € de frais d'acte.

La commune a saisi les services fiscaux le 26 août 2010 pour avis. Cette demande a été reçue par lesdits services le 31 août 2010.

Il s'agit d'une maison ancienne composée de :

- RDC : un local commercial (ex restaurant) composé d'une salle, une arrière cuisine et WC
- 1^{er} : une grande pièce, 1 chambre, 1 salle de bains
- au dessus : sous-pente, débarras.

A l'arrière une petite cour et au 1^{er} une terrasse.

Selon l'avis remis par France Domaines le 20 septembre 2010, le montant de 100 000 € mentionné dans la DIA peut être accepté pour l'ensemble de l'immeuble.

Souhaitant renforcer la dynamique économique et commerciale du centre bourg et son animation, la municipalité veut acquérir le bâtiment concerné pour le mettre en gérance d'un commerce de restauration.

Délibération :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré : à l'unanimité,

Votants : 19

Pour : 19

Contre : 0

Abstentions : 0

DECIDE d'acquérir le terrain cadastré sous la référence CI 7 d'une superficie de 122 m² appartenant à Monsieur Brunetti et Madame Boulet.

DIT que la vente se fera au prix principal de CENT MILLE EUROS (100 000.00 €) , les frais d'acte en sus.

DESIGNE Maître Berrou Goriou pour rédiger l'acte de vente.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte authentique.